

Le FN aurait été récompensé pour avoir soutenu Moscou concernant l'annexion de la Crimée



Un article publié sur le site d'informations affirme que des textos auraient été échangés entre un responsable du Kremlin et un proche de Vladimir Poutine, concernant un soutien politique du Front national à la politique russe en Ukraine et un soutien financier de banques russes au parti de Marine Le Pen.

Y aurait-il eu des contacts entre Moscou et le FN concernant la Crimée ? Mediapart l'affirme en s'appuyant sur des révélations de hackers russes. Ces derniers auraient piraté le compte mail et le portable d'un haut responsable politique à Moscou et auraient découvert des textos échangés avec un proche de Vladimir Poutine, concernant un soutien politique du Front national à la politique russe en Ukraine. En contre-partie, le parti de Marine Le Pen aurait reçu un soutien financier de banques russes.

Les pirates informatiques livrent même des détails de ses communications. Ainsi, selon eux, Timur Prokopenko, responsable des médias et d'Internet au sein de l'administration présidentielle russe, aurait tout de même échangé 66 SMS, parmi les 40 000 SMS de son téléphone entre 2011 et 2014, au sujet de Marine Le Pen et du Front national. Avec un interlocuteur principal, identifié sous le nom de Kostia.

Derrière ce pseudonyme, se cacherait un soutien indéfectible de Vladimir Poutine, Konstantin Rykov, député à la Douma de 2007 à 2012. En outre, celui-ci entretient des liens étroits avec la France, où il possède notamment une villa. Et les hackers de détailler les conversations date par date.

Le 10 mars 2014, Timur Prokopenko demande à Kostia s'il peut faire venir Marine Le Pen en Crimée, "comme observatrice" du référendum qui doit se tenir le 16 : "On en a extrêmement besoin. J'ai dit à mon chef que tu étais en contact avec elle ?????". Kostia lui répond dès le lendemain que Marine Le Pen est en campagne pour les élections municipales en France mais le rassure aussitôt en expliquant que "le Front national prendra officiellement position sur la Crimée".

Puis, les deux interlocuteurs s'interrogent sur les "financements", mentionnant l'intervention du vice-ministre des affaires étrangères, côté russe, et de Florian Philippot, consulté par la présidente du FN, côté français. Alors que Marine Le Pen annonce que les résultats du référendum de la Crimée sur un rattachement à la Russie sont "sans contestation possible", Aymeric Chauprade, député européen FN, s'est rendu "à titre personnel" en Crimée lors du référendum. Autre eurodéputé frontiste, Jean-Luc Schaffhauser, se rend, lui, dans le Donbass en tant qu'"observateur" des élections organisées en novembre par les séparatistes prorusses de la région.

En Russie, les échanges se poursuivent et les deux hommes considèrent que Marine Le Pen "n'a pas trahi [leurs] attentes". Ils estiment donc qu'"il faudra remercier les Français d'une manière ou d'une autre". 11 millions d'euros de prêts russes ont été accordés les mois suivants à Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen. Coïncidences ?

La présidente du FN a réagi vertement à ces accusations auprès de l'AFP en se défendant notamment de connaître les intervenants russes de cette affaire : "Je ne vois pas comment Mediapart peut tirer ça de ce qu'ils ont sous la main. Cet échange, si tant est qu'il soit vrai - ça me paraît délirant -, démontre qu'il n'y a pas de contrepartie. Et on ne comprend rien à la conversation. J'ai la preuve

qu'au moment du référendum en Crimée nous sommes en négociations pour obtenir un financement à Abu Dhabi. Ce truc me paraît pour le moins suspect. [...] Je n'ai jamais eu le moindre contact ni téléphonique ni physique avec ces personnes que je ne connais ni d'Ève ni d'Adam".